Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

28 septembre 2023

Moven-Orient

- Le 27 septembre, le Centre palestinien pour les droits de l'homme a publié sa <u>mise à jour hebdomadaire</u> (21-26 septembre 2023) sur les violations des droits de l'homme commises par Israël dans le Territoire palestinien occupé.
- Le 27 septembre, Al Mezan a salué la publication de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de son protocole facultatif dans le Journal officiel palestinien le 25 septembre 2023, l'intégrant ainsi au droit palestinien. Cette démarche permet à l'État de Palestine de s'acquitter des obligations internationales découlant de son adhésion à la Convention contre la torture le 2 avril 2014 et à son protocole facultatif le 29 décembre 2017.
- Le 27 septembre, le <u>centre de ressources BADIL pour la résidence palestinienne et les droits des réfugiés</u> a publié un communiqué de presse appelant l'ONU à mettre fin au régime colonial et d'apartheid israélien et a fait part de sa déclaration orale présentée lors de la 54^e réunion ordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.
- Le 27 septembre, l'organisation <u>Scientists for Palestine</u> a organisé une série de conférences avec le centre Bisan, animées par le professeur Timothy Brennan (Université du Minnesota) sur le thème suivant : « Criticism and Corporate Myth: Edward Said and the Media » (Critique et Mythe institutionnel : Edward Saïd et les médias). La prochaine conférence virtuelle du centre Bisan se tiendra le 11 octobre, avec la participation du professeur
 - Rashid Khalidi (Université de Columbia), sur le thème « The latest phase of the Hundred Years' war on Palestine » (La dernière phase de la guerre de cent ans contre la Palestine).
- Le 26 septembre, le prestigieux <u>prix Rafto 2023</u> a été attribué à <u>Défense des Enfants International Palestine</u> (DCIP) pour son constant travail en faveur de la défense et de la promotion des droits des enfants qui vivent dans le Territoire palestinien occupé. Depuis plus de 30 ans, DCIP enquête, documente et veille à ce que les auteurs de graves violations des droits de l'être humain contre des enfants soient poursuivis ; tient les autorités israéliennes et palestiniennes pour responsables des principes universels des droits de l'homme ; et défend, aux niveaux international et national, l'accès des enfants à la justice et à leur protection.
- Le 21 septembre, Adalah Le centre juridique pour les droits de la minorité arabe en Israël, au nom de neuf organisations de la société civile, a soumis une demande à la Cour Suprême israélienne afin de contester la « Loi sur les comités d'admission » suite à sa modification récente approuvée par la Knesset en juillet 2023 (amendement n° 12). Selon cette demande, la modification récente de cette loi, dont l'objectif est de « renforcer les colonies juives », fait ressortir son objectif discriminatoire envers les citoyens palestiniens et porte atteinte aux communautés marginalisées.

• Le 20 septembre, suite à la rencontre entre le premier ministre israélien Benyamin Netanyahou et le président des États-Unis Joe Biden (20/09/2023) et avant le discours de M. Netanyahou à l'ONU, <u>Peace Now</u> a envoyé des lettres au président Biden et au secrétaire-général Antonio Guterres les priant de ne pas croire les déclarations qu'allait faire M. Netanyahou concernant l'engagement d'Israël en faveur de la paix ou de la solution à deux États et affirmant que son gouvernement annexe bel et bien le Territoire palestinien occupé.

Asie et Europe

- Le 28 septembre, un webinaire en ligne intitulé « Australia's complicity with Israeli Apartheid » (L'Australie complice de l'apartheid israélien) sera organisé. Cet événement sera animé par : Omar Barghouti, un défenseur des droits de l'homme palestinien et cofondateur du mouvement BDS et Antony Loewenstin, un journaliste indépendant australien, qui est aussi réalisateur et l'auteur de « The Palestine Laboratory » (Le laboratoire palestinien). Modération assurée par le Dr Alana Lentin. Organisé en collaboration avec Jews Against the Occupation et le collectif Tzedek.
- Le 24 septembre, <u>Law for Palestine</u> a publié son numéro hebdomadaire de « Palestine's legal scene » (La scène juridique palestinienne) (17-23 septembre 2023).
- Le 24 septembre, le <u>Centre palestinien pour le retour</u> a signalé qu'il avait présenté un compte-rendu oral au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies concernant « le taux de chômage choquant à Gaza, qui s'élève à 47 %, l'un des plus élevés au monde, et le taux de chômage des jeunes titulaires d'un diplôme de niveau intermédiaire ou universitaire, qui dépasse les 74 % ».
- Le 22 septembre, l'<u>Association Belgo-Palestinienne</u> a publié un article affirmant qu'au cours des deux semaines précédentes, 14 Palestiniens avaient été tués par l'armée israélienne : sept pendant la répression des manifestations à Gaza, cinq lors de raids dans le gouvernorat de Jénine et deux à proximité des villes d'Hébron/Al-Khalil et Jéricho.

Amérique du Nord

- Le 28 septembre, le <u>Centre d'études palestiniennes de Columbia</u> a présenté la conférence « Edward W. Said memorial lecture: Recognizing the Stranger » (Conférence en mémoire d'Edward W. Saïd : Reconnaître l'étranger). L'autrice Isabella Hammad va lire un texte sur le format narratif et ses liens avec le discours sur la Palestine et l'histoire palestinienne par le prisme de l'anagnorèse, ou reconnaissance, qui correspond à un tournant narratif s'appuyant sur une prise de conscience ou une compréhension soudaine. Cette année, la Conférence en mémoire d'Edward W. Saïd commémore le 20^e anniversaire de son décès.
- Du 27 au 29 septembre, l'<u>US Campaign for Palestinian Rights</u> va accueillir « Seize the Moment » lors de sa conférence annuelle à Houston, au Texas. La conférence sera notamment animée par l'auteur et activiste américain Marc Lamont Hill, la membre de la chambre des représentants Rachida Tlaib et l'avocate au Centre des droits

constitutionnels Diala Shamas.

- Le 10 novembre, The Jerusalem Fund va organiser l'édition 2023 de sa conférence annuelle intitulée « One Palestine: The Struggle Against Apartheid » (Une Palestine: la lutte contre l'apartheid) en l'honneur de l'unité admirable dont fait preuve le peuple palestinien face à la fragmentation coloniale. La conférence reviendra sur les 75 années qui se sont écoulées depuis la Nakba et les 30 années qui se sont écoulées depuis les accords d'Oslo et examinera l'état actuel de la lutte contre le colonialisme israélien dans le contexte des évolutions récentes de la situation. La discussion inclura des experts reconnus, des universitaires et des journalistes, ils apporteront des contributions basées sur différences disciplines et points de vue au débat, y compris une analyse juridique, politique et humanitaire.
- <u>Churches for Middle East Peace</u> a publié son bulletin hebdomadaire. Il y a deux semaines, l'administration du président Biden a indiqué à Israël qu'elle allait de nouveau interdire l'utilisation de l'argent des contribuables des États-Unis pour des projets scientifiques ou de recherche et de développement menés dans les colonies israéliennes en Cisjordanie.

Nations Unies

- Le 27 septembre, Tor Wennesland, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, a remis un rapport au Conseil de Sécurité consacré au 27e rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité au cours de la période allant du 15 juin au 19 septembre 2023. Le Coordonnateur spécial a exprimé de vives inquiétudes en ce qui concerne l'expansion incessante des colonies et des avant-postes de colonies israéliennes en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, avec la création de plus de 10 000 unités de logement au cours de la période concernée seulement. Les colonies enracinent l'occupation, alimentent la violence, empêchent les Palestiniens d'accéder à leurs terres et à leurs ressources et érodent de manière systématique la viabilité d'un État palestinien au sein d'une solution à deux États. Il reste particulièrement inquiet de l'intensification des violences dans la Cisjordanie occupée et en Israël, violences qui atteignent des niveaux inédits depuis des dizaines d'années, et de l'utilisation d'armes de plus en plus mortelles, y compris dans des zones densément peuplées.
- Le 21 septembre, le Royaume hachémite de Jordanie et la Suède ont organisé, en présence du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, une réunion ministérielle de <u>haut niveau en soutien aux réfugiés palestiniens et à l'UNRWA</u> en marge de la 78^e Assemblée générale des Nations Unies. Les États membres ont réaffirmé le fort soutien politique qu'ils apportent à l'Agence et ont exploré les manières de surmonter le blocage qui menace sa capacité à fournir des services essentiels aux réfugiés palestiniens dans la région. De plus, la ministre des Affaires étrangères islandaise, Mme Pórdís Kolbrún R. Gylfadóttir, et le Commissaire général de l'UNRWA, M. Philippe Lazzarini, ont signé un <u>accord-cadre pluriannuel</u> couvrant les années 2024 à 2028 en soutien aux réfugiés palestiniens dans les cinq domaines d'activité de l'UNRWA en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New-York.

L'étude « <u>Legality of the Israeli occupation</u>, of the occupied <u>Palestinian</u>
<u>Territory, including East Jerusalem</u> » (Légalité de l'occupation israélienne du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est) commandée par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et préparé par le Centre irlandais pour les droits de l'homme de l'Université de Galway (Irlande) est désormais disponible sur UNISPAL.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.



http://www.facebook.com/UN.palestinianrights

